

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3465

29 décembre 2015

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------|---|--------|
| 2 boulevard Konrad Adenauer S.à r.l. | 166315 | Immatri Luxembourg S.à r.l. | 166274 |
| Albert Streff S.à r.l. et Cie SECS | 166278 | ING Private Investment SICAV-SIF | 166279 |
| AltaFund Invest II S.à r.l. | 166278 | Interma S.A. | 166274 |
| AltaFund Invest I S.à r.l. | 166278 | Klein-Angelsberg S.à r.l. | 166320 |
| AltaFund Invest IV S.à r.l. | 166278 | L&C LuxHoldCo S.à r.l. | 166320 |
| AltaFund Invest VI S.à r.l. | 166278 | Lion US Holdings S.à r.l. | 166303 |
| ArIvest s.à r.l. | 166277 | Lion US Participations S.à r.l. | 166291 |
| ARC Global II DB Lux S.à r.l. | 166315 | Meralis S.A. | 166320 |
| Artisanat Toitures Theisen-Lambert S.A. ... | 166277 | Metropolitan Architecture Research Studio S. à r.l. | 166275 |
| Assar Universum Architects S.A. | 166277 | Montagne 12 S.à r.l. | 166275 |
| Atelier Mécanique Scheier et Fils S.à r.l. ... | 166277 | M u. M Immobilienverwaltungsgesellschaft S.à r.l. | 166274 |
| CFL Multimodal s.a. | 166319 | Namsos Investments S.à r.l. | 166276 |
| Continental Finance Group S.A. | 166279 | Nanotrends International S.A. | 166276 |
| Cross Media S.à r.l. | 166319 | Nero S.A. | 166276 |
| Cytolnat International S.A. | 166275 | NewDay 3 S.à r.l. | 166276 |
| D4S Designer 4 Sport S.à r.l. | 166319 | NHL Finance S.à r.l. | 166277 |
| Desprez Investments S.à r.l. | 166320 | Objectif Terre Sàrl | 166276 |
| D'Millen Immobilière S.à r.l. | 166275 | O-Ren Investments S.A. | 166274 |
| Erlo Immobilière S.A. | 166320 | Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l. | 166275 |
| Euro Directory | 166320 | | |
| Holyman Luxembourg S.A. | 166274 | | |

O-Ren Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 29, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 109.774.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 7 octobre 2015

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sarl, ayant son siège au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
O-REN INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2015176125/14.

(150195660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Interma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 44.778.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175939/10.

(150195022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

M u. M Immobilienverwaltungsgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 117, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 153.163.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015176050/10.

(150195263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Immatri Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6680 Merttert, 2, rue Haute.
R.C.S. Luxembourg B 174.067.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015175924/10.

(150195135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Holyman Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 58.079.

Les comptes annuels au 30 Septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 Octobre 2015.

Référence de publication: 2015175915/10.

(150195897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Prague Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 122.245.

—
EXTRAIT

Veillez noter que SHRM Corporate Services S.à r.l., associé et gérant de la société, se dénomme désormais Gentoo Corporate Services S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Gentoo Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliataire de sociétés

Référence de publication: 2015176153/14.

(150195428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Metropolitan Architecture Research Studio S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 3, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 150.561.

—
Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015176084/10.

(150195516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Montagne 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5380 Uebersyren, 12, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 84.931.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, Rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2015176095/10.

(150194888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Cytolnat International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 85.880.

—
Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015176613/10.

(150196204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

D'Millen Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5425 Gostingen, 14, Buurgaass.

R.C.S. Luxembourg B 30.598.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2015176616/10.

(150196159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

NewDay 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 176.672.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée générale extraordinaire du 28 octobre 2015

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires en date du 28 octobre 2015, que:

- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérant de la société Monsieur Sylvain Kirsch, ayant son adresse professionnelle au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 28 octobre 2015 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015176108/14.

(150195340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Namsos Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 192.930.

—
Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176110/10.

(150195223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Nanotrends International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 184.610.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015176111/10.

(150195535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Nero S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4037 Esch-sur-Alzette, 13, rue Bolivar.

R.C.S. Luxembourg B 63.439.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015176114/10.

(150194825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Objectif Terre Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 53, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.831.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015176135/10.

(150194848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

NHL Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 200.932.

—
Extrait des décisions de l'Associé Unique de la Société et des décisions du conseil de gérance de la Société datées du 15 octobre 2015.

Il résulte des décisions du conseil de gérance de la Société du 15 octobre 2015 que le siège social de la Société a été transféré au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg avec effet au 15 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Nuno Aniceto.

Référence de publication: 2015176115/14.

(150195495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Ar1vest s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4320 Esch-sur-Alzette, 33, rue X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 165.487.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015177268/10.

(150196791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Assar Universum Architects S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 79.287.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177269/10.

(150197184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Atelier Mécanique Scheier et Fils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2339 Luxembourg, 1, rue Christophe Plantin.

R.C.S. Luxembourg B 16.992.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177270/10.

(150196987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Artisanat Toitures Theisen-Lambert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 56.220.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 30/10/2015.

Référence de publication: 2015177267/10.

(150197200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Albert Streff S.à r.l. et Cie SECS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-8008 Strassen, 138, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 163.766.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L -1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015177238/14.

(150197231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

AltaFund Invest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.455.

Veillez noter que le siège social de l'associé unique, AltaFund Holding S.à r.l., se situe au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177252/10.

(150197116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

AltaFund Invest II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.489.

Veillez noter que le siège social de l'associé unique, AltaFund Holding S.à r.l., se situe au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177253/10.

(150197115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

AltaFund Invest IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.491.

Veillez noter que le siège social de l'associé unique, AltaFund Holding S.à r.l., se situe au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177254/10.

(150197113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

AltaFund Invest VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.494.

Veillez noter que le siège social de l'associé unique, AltaFund Holding S.à r.l., se situe au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177255/10.

(150197111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

Continental Finance Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 64.751.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale annuelle qui s'est tenue au siège social de la Société à Luxembourg le 16 octobre 2015, a pris les résolutions suivantes:

1. de renouveler à compter du 16 octobre 2015 les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Philippe CAHEN
- Monsieur Nikolay LUKYANTSEV
- Monsieur Anatoly ZYABLITSKIY
- Monsieur Stefan PINTER

Pour un terme de six ans.

2. de nommer la société Grant Thornton Lux Audit S.A., société anonyme domiciliée au 89A, Pafbruch, L-8308 Capellen - R.C.S. Luxembourg B 183652 - en qualité de réviseur de la Société pour l'audit des comptes annuels de l'année 2015 et en remplacement de la société PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, domiciliée au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg. Le mandat de la société Grant Thornton Lux Audit S.A., expirera à l'Assemblée Générale des Actionnaires - qui se tiendra en 2016 - approuvant les comptes de l'année financière se terminant le 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2015.

Référence de publication: 2015178206/23.

(150198090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

ING Private Investment SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 202.472.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FIFTEEN, ON THE ELEVENTH DAY OF DECEMBER.

Before Us, Maitre Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

ING Luxembourg, a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Register of commerce and companies of and at Luxembourg under number B 6.041, with registered address at 52 route d'Esch, L-2965 Luxembourg,

represented by Mr Geoffroy PIERRARD, Manager Legal Department, residing professionally in Luxembourg,

pursuant to a proxy dated on 9th December 2015.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party represented as stated above, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Art. 1. There is hereby established by the subscriber and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" and specialized investment fund ("Specialized Investment Fund"), under the name of ING Private Investment SICAV-SIF (the "Corporation") and governed by this Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") and the Luxembourg law of 13 February 2007 on Specialized Investment Funds, as amended (the "2007 Law").

The Corporation also qualifies as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law"), implementing the Directive 2011/61/EU of the European Parliament and the Council.

Art. 2. The Corporation is established for an undetermined period. The Corporation may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles.

The life of the Corporation does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholders or members of the board of directors (each a "Director").

Art. 3. The Corporation's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's (the "CSSF") circulars.

The investment objectives and strategy of the Corporation are more fully described in the Corporation's prospectus (the "Prospectus").

The Corporation may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders (the "Shareholders").

In addition, the Corporation can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the registered office of the Corporation may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a corporation governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Corporation as defined in article 21 hereof.

The minimum capital of the Corporation is one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) and must be reached within a period of twelve months following its authorisation.

The board of directors is authorised without limitation to issue further shares to be fully paid at any time at the respective net asset value per share determined in accordance with article 21 hereof without reserving the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the board of directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to article 3 hereof in securities or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities, or/and with such specific distribution policy or specific sales, redemption and conversion charge structure or with such other specific features as the board of directors shall from time to time determine in respect of each class of shares. The board of directors may further decide to create within each class of shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales' and redemption charge structure, a specific distribution policy or hedging policy or other specific features are applied to each sub-class.

For the purpose of determining the capital of the Corporation, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all classes of shares.

Art. 6. All issued shares of the Corporation shall be in registered form and registered in the register of shareholders which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated thereto by the Corporation, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Corporation, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Corporation shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates shall be signed by two directors of the Corporation. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person authorised thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Corporation may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Corporation with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or at such other address as may be so entered into by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered

into the register of shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Corporation may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Corporation and replaced by new certificates.

The Corporation may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Corporation in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Corporation recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Corporation. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Corporation may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. The board of directors may restrict or place obstacles in the way of the ownership of shares in the Corporation by any natural person or legal entity if the Corporation considers that this ownership involves a violation of the Law of the Grand Duchy or abroad, or may involve the Corporation in being subject to taxation in a country other than the Grand Duchy or may in some other manner be detrimental to the Corporation (each, a "Prohibited Person").

To that end, the Corporation may:

a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of shares when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the share to a Prohibited Person;

b) proceed with the compulsory redemption of all the shares if it appears that a Prohibited Person, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Corporation, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears to the Corporation that one or several Prohibited Persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Corporation in such a manner that this may be detrimental to the Corporation. The following procedure shall be applied:

1. the Corporation shall send a notice (hereinafter called "the redemption notice") to the shareholder possessing the shares; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the shareholder by recorded delivery letter to his last known address. The shareholder in question shall be obliged without delay to deliver to the Corporation the certificate or certificates, if there are any, representing the shares specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the shareholder in question shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Corporation;

2. the price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed ("the redemption price") shall be equal to the net asset value of the shares of the Corporation, that value determined in accordance with article 21 hereof on the date of the redemption notice;

3. payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such purchase notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid;

4. the exercise by the Corporation of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Corporation at the date of any purchase notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith and

c) refuse, during any Shareholders' Meeting, the right to vote of any Prohibited Person. In particular, the Corporation may limit or forbid the ownership of shares in the Corporation by any "US Person". The term "US Person" means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other corporation, association or entity incorporated under or governed by the law of the United States of America or any person falling within a definition of US Person under relevant applicable US law.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Corporation or at such other place as may be specified in the notice of meeting, on the fourth Wednesday of the month of June of each year at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day, the annual general meeting of shareholders shall be held on the immediately following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. The quorum and time required by the laws of Grand Duchy of Luxembourg shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value per share within its class is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex, telefax or by any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

A shareholder may also participate at any meeting of shareholders by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such shareholder. Such means allow the shareholder to participate effectively at such meeting of shareholders. The proceedings of the meeting must be transmitted continuously.

Except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. Shareholders will meet upon call by the board of directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

To the extent required by applicable laws, notice shall, in addition, be published in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations*, in a Luxembourg newspaper, and in such other newspaper as the board of directors may decide.

Art. 12. The Corporation shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the board of directors need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the time and place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors from time to time may appoint the officers of the Corporation, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Corporation. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these articles, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax or other electronic means capable of evidencing such waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or telefax or other electronic means capable of evidencing such appointment another director as his proxy.

A director may also participate at any meeting of the board of directors by telephone conference, videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such director. Such means must allow the director to participate effectively at such meeting of the board of directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Corporation by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Decision shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The directors acting unanimously by circular resolution in identical terms in the form of one or several documents may express their consent on one or several separate instruments in writing, by telex, cable, telegram, facsimile transmission which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision. The date of the decision contemplated by these resolutions shall be the latest signature date.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board of directors.

The board of directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of any persons (whether a member or members of the board of directors or not) as it sees fit.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 15. The board of directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 16. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director, associate, officer of the Corporation who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship or interest in any matter, position or transaction involving any Corporation of, or related to, the ING Group, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the board of directors on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 17. The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation or, at his request, of any other corporation of which the Corporation is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. The Corporation will be bound by the joint signature of any two directors, or by the joint or individual signature (s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the board of directors.

Art. 19. The Corporation shall appoint an authorised external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the 2013 and the 2007 Laws. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 20. As is more especially prescribed herein-below, the Corporation has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Corporation. The redemption request may not be accepted until any previous transaction involving the shares to be redeemed has been fully settled by such shareholder. The redemption price shall generally be paid not later than seven bank business days following the relevant Valuation Day (unless otherwise provided for in the Prospectus of the Corporation) and provided that the appropriate redemption documentation has been received by the Corporation, and shall be equal to the net asset value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of article 21 hereof less such redemption charge as the board of directors may by resolution decide and less such sum as the board of directors may consider an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes and governmental charges, brokerage commissions, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) ("dealing charges") which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purpose of the relevant valuation were to be realised at the values attributed to them in such valuation and taking into account any factors which it is in the opinion of the board of directors acting prudently and in good faith proper to take into account, such price being rounded up or down, as the board of directors may decide.

The board of directors may extend the period for payment of the redemption price to such period, not exceeding thirty bank business days, as may be required by settlement and other constraints prevailing in the financial markets of countries in which a substantial part of the assets attributable to any class of shares of the Corporation shall be invested, and this typically but not exclusively with respect to those classes of shares of the Corporation of which the specific investment policy provides for investments in equity securities of issuers in developing countries.

Any redemption notice and request must be filed by such shareholder in written form, unless advised otherwise by the Corporation in the Prospectus, at the registered office of the Corporation or with any other person or entity appointed by the Corporation as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

With the consent of the shareholder(s) concerned, and having due regard to the principle of equal treatment of shareholders, the board of directors may satisfy redemption requests in whole or in part in specie by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio equal in value to the net asset value attributable to the shares to be redeemed as more fully described in the Prospectus.

The Corporation may require a redemption request to be given by such notice prior to the date on which redemption shall be effective as the board of directors shall reasonably determine. Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to article 23 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Shares of the capital stock of the Corporation redeemed by the Corporation shall be cancelled.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares into shares of another class at the respective net asset values of the shares of the relevant class, adjusted by the relevant dealing charges, and rounded up or down as the board of directors may decide, provided that the board of directors may impose such restrictions as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall consider to be in the interest of the Corporation and its shareholders generally. The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the board of directors, be for an amount of less than such amount as the board of directors may decide.

If a redemption or conversion of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below such other value as the board of directors shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion of all his shares of such class.

If redemption requests for more than 10% of the net asset value of a class are received, then the Corporation may limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. In such event, redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured; the balance of such redemption requests shall be processed by the Corporation on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests. The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payments in relation thereto.

Art. 21. The net asset value of shares of each class of shares in the Corporation shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of shares and shall be determined in respect of any Valuation Day (as defined herein) by dividing the net assets of the Corporation corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Corporation corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at the close of business on such date, by the number of shares of the relevant class then outstanding and by rounding the resulting sum up or down to the nearest unit of currency:

The board of directors shall decide the days where the net asset value per share is calculated but in any event at least once a month (each referred to as a "Valuation Day") and the ways used to make the net asset value per share available to the public, in accordance with the legislation in force.

I. The Corporation's assets shall include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued and outstanding;
- b) all bills and promissory notes payable and accounts receivable, including the proceeds of any securities sales still outstanding;
- c) all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and any other investments and transferable securities belonging to the Corporation;
- d) all dividends and distributions payable to the Corporation either in cash or in the form of stocks and shares (the Corporation may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or exclaim negotiation);
- e) all accrued and outstanding interest on any interest-bearing securities belonging to the Corporation, unless this interest is included or reflected in the principal amount of such securities;
- f) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Corporation has an open position in;
- g) the Corporation's preliminary expenses, to the extent that this has not already been written-off;
- h) all other assets whatsoever their kind and nature, including the proceeds of swap operations and advance payments.

II. The Corporation's liabilities shall include:

- a) all borrowings, bills due and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Corporation (including accrued fees for commitment for such loans);
- c) all accrued or payable expenses (including, without limitation, administrative expenses, management fees, including incentive fees, if any, and custodian fees);
- d) all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Corporation but not yet paid;
- e) a provision for capital tax and income tax up to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the board of directors, and other reserves (if any) authorised and approved, which the Corporation may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Corporation;
- f) all other liabilities of the Corporation of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by shares in the Corporation. In determining the amount of such liabilities the Corporation shall take into account all expenses payable by the Corporation which shall comprise of formation expenses, fees payable to its investment manager(s) or advisors(s), accountant, custodian and correspondents, administration, domiciliary, registrar and transfer agents and paying agents, its distributor(s) and permanent representatives in places of registration and any other agent employed by the Corporation, fees for legal and auditing services, promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual and semi-annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Corporation may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of assets shall be determined as follows:

- (1) the value of any cash on hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be deemed the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- (2) the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as furnished by a recognised pricing service approved by the board of directors. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the board of directors;
- (3) the value of securities and money market instruments which are not quoted or dealt in on any regulated market will be based on the last available price, unless such price is not representative of their true value; in this case, they may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the board of directors;
- (4) the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain class of shares of the Corporation may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value as determined by amortised cost, is higher or lower than the price the class would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar class which marks its portfolio securities to market each day;

(5) units or shares of open-ended undertakings for collective investment shall be valued at their last determined and available net asset value. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of the relevant undertakings for collective investment. To ensure consistency within the valuation of each class of shares, if the time at which the valuation of an undertakings for collective investment was calculated does not coincide with the valuation time of any class of shares, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect these changes as determined in good faith by and under the direction of the board of directors;

(6) the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swap). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

(7) the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets, will be based on their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each variety of contract. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position. The valuation applied is based on or controlled by the use of a model recognised and of common practice on the market;

(8) the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the board of directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Corporation.

The valuation of the Corporation's assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the currency of the class of shares concerned, based on the latest known exchange rates.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

Adequate provisions will be made, class of shares by class of shares, for the expenses incurred by each of the classes of shares of the Corporation and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

If in a class of shares there are both distribution and capitalisation shares, the net asset value of a distribution share in a given class of share will at all times be equal to the amount obtained by dividing the portion of net assets of this class of share then attributable to all of the distribution shares by the total number of distribution shares in this class then issued and in circulation.

Similarly, the net asset value of a capitalisation share in a given class of share will at all times be equal to the amount obtained by dividing the portion of net assets of this class of share then attributable to all the capitalisation shares by the total number of capitalisation shares in this class then issued and in circulation.

Any share that is in the process of being redeemed pursuant to article 20 hereof hereof shall be regarded as a share that has been issued and is in existence until after the close of the Valuation Day applicable to the redemption of this share and, thereafter and until such time as it is paid for, it shall be deemed a Corporation liability. Any shares to be issued by the Corporation, in accordance with subscription applications received, shall be treated as being issued with effect from the close of the Valuation Day on which their issue price is determined, and this price shall be treated as an amount payable to the Corporation until such time as it is received by the latter.

Effect shall be given on the Valuation Day to any purchase or sale of transferable securities entered into by the Corporation, as far as possible.

The Corporation's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all class of shares, converted into EUR on the basis of the latest known exchange rates.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, corporation or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Corporation and present, past or future shareholders.

IV. Pooling

(1) The board of directors may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the board of directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. It may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

(2) All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as "transfer decisions") shall be notified forthwith by telex, telefax or in writing to the Custodian of the Corporation stating the date and time at which the transfer decision was made.

(3) A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("Units") of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the board of directors shall in their discretion determine the initial value of a Unit which shall be expressed in such currency as the board of directors considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund Units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contributed. Fractions of Units, calculated to three decimal places, may be allocated as required. Thereafter the value of a Unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of Units subsisting.

(4) When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of Units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of Units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a Unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the board of directors considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Asset Pool.

(5) The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of this article 21 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

(6) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Corporation the assets in an Asset Pool will (subject to the claims of creditors) be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.

Art. 22. Each class' assets and liabilities shall form an individual unit within the Corporation's books. The proceeds of share issues in one class shall be allotted to the corresponding unit, together with the assets, liabilities, income and expenditure relating to this class. Any assets derived from other assets shall be allotted to the same unit as the latter. All Corporation liabilities that can be allotted to a particular class shall be charged to the corresponding unit.

Any share redemptions and dividend payments to the owners of shares in a class shall be charged to this class' unit.

Any assets and liabilities that cannot be allotted to one particular class shall be charged to the units of all classes, pro rata to the value of the net assets of each class.

Towards third parties, the assets of a given class will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that class. In relations between shareholders, each class is treated as a separate entity.

Art. 23. The board of directors shall be authorised to suspend temporarily the calculation of the value of the assets and of the net asset value per share of one or several classes and/or subscriptions, redemptions and conversions in the following cases:

a) in the event of the closure, for periods other than normal holidays, of a stock exchange or other regulated and recognised market which is operating regularly and is open to the public and supplies prices for a significant part of the assets of one or more classes, or in the event that transactions on such an exchange or market are suspended, subject to restrictions or impossible to execute in the required quantities provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Corporation attributable to a class quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Corporation as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Corporation attributable to such class would be impracticable; or;

c) in the event that the quotation of an undertaking for collective investment in which a class has invested is suspended provided that this investment is considered as a representative part of the investments; or

d) where the communication or calculation means normally employed to determine the value of a class' assets are suspended, or where for any reason the value of a class' investment cannot be determined with the desirable speed and accuracy; or

e) where exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions on one or more class' behalf or where purchase or sale transactions on its behalf cannot be executed at normal exchange rates; or

f) where factors dependent inter alia upon the political, economic, military or monetary situation, and which are beyond the control, responsibility and means of action of the Corporation, prevent it from having disposal of its assets and determining their net asset value in a normal or reasonable way; or

g) following any decision to dissolve one, several or all classes; or

h) to establish the exchange parities in the context of a merger, contribution of assets, splits or any restructuring operation, within, by one or more class; or

i) during any period when the Corporation is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Corporation be effected at normal rates of exchange.

In exceptional circumstances that may have a negative effect on the interests of shareholders, in the case of significant issue, redemption or conversion applications or in the case of a lack of liquidity on the markets, the board of directors reserve the right to set the net asset value of the Corporation's shares only after carrying out the purchases and sales of securities required, on behalf of the Corporation. In that case, the subscriptions, redemptions and conversions that are in the process of simultaneous execution will be executed on the basis of a single net asset value.

The decision to suspend will be communicated to the shareholders applying for the subscription, redemption or conversion of shares.

Any request for subscription or redemption shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Corporation, such application will be dealt with as of the first Valuation Day as determined for each relevant class, following the end of the period of suspension.

Art. 24. Whenever the Corporation shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the net asset value as herein-above defined for the relevant class of shares together with such sum as the board of directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage commissions, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Corporation and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the board of directors proper to take into account, plus such commission as the documents of sale may provide, such price to be rounded up or down as the board of directors may decide. Any remuneration to agents active in the placing of the shares shall be paid out of such commission. Unless otherwise determined in the Prospectus, the price so determined shall be payable not later than three bank business days following the Valuation Day for which the request has been accepted or within such shorter delay as the board of directors may determine from time to time.

The board of directors is authorized to accept requests for subscription in kind having due regard to the applicable requirements prescribed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 25. The board of directors may suspend the calculation of the net asset value, temporarily and without limitation:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Corporation attributable to such sub-fund(s) from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Corporation or such sub-fund quoted thereon; or

b) during the existence of any political, economic, military or monetary state of affairs including (without limitation) delays in settlement or registration of securities transactions, which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Corporation or any sub-fund(s) would be impracticable or would materially prejudice to the interests of the holders of Shares or would, in the opinion of the board of directors, prevent a fair price for the assets of the Corporation being calculated; or

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such sub-fund or the current price or value on any market or stock exchange may not be determined as rapidly and/or as accurately as required; or

d) during any period when the Corporation is unable to repatriate monies for the purposes of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realization or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the board of directors be effected at normal prices or normal rates of exchange, or is rendered impracticable; or

e) during any period when the board of directors in its sole discretion determines that it is undesirable or impracticable for the Corporation to value some or all of its assets or when the board of directors determines in good faith that such suspension or extension is in the best interests of the Corporation; or

f) during any period when the Corporation is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Corporation (or one of its sub-funds) is proposed; or

g) when for any other reasons the prices of any investments owned by the Corporation or any sub-fund(s) cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund and/or class shall have no effect on the determination of the net asset value per Share of the relevant class or on the issue, redemption and conversion of Shares of any class and/or sub-fund that is not suspended.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Corporation,

unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The suspension period should in principle not exceed three (3) months otherwise the board of directors may decide either to redeem Shares or to liquidate the Corporation at the best interests of the Shareholders.

Art. 26. The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the same year.

The accounts of the Corporation shall be expressed in Euro. When there shall be different classes of shares and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Corporation.

Art. 27. The appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting of shareholders upon proposal by the board of directors.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the board of directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Corporation became less than the minimum prescribed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the board of directors. The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds to the currency of payment.

The board of directors may decide to distribute stock dividends instead of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

The board of directors may decide that dividends be automatically reinvested unless a shareholder elects for receiving payment of dividends.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and reverted to the relevant sub-class or sub-classes of shares issued in respect of the relevant classes.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Corporation and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 28. The Corporation shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Corporation are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Corporation and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the board of directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 29. In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion of their holding of shares in such class.

The board of directors of the Corporation may decide to redeem all the shares of one class of shares if the net assets of such class fall below the minimum level of such class to be operated in an economically efficient manner or if a substantial change in the economic or political situation relating to the class concerned or an economic rationalisation would justify such compulsory redemption. The decision of the redemption will be published by the Corporation prior to the effective date of the redemption and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the redemption operations. Unless the board of directors otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the redemption of the class concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

Under the same circumstances as provided in the preceding paragraph, the board of directors may decide to close down one class of shares by contribution into another class. In addition, such merger may be decided by the board of directors if required by the interests of the shareholders of the relevant classes. Such decision will be published in the same manner as

described in the preceding paragraph and, in addition, the publication will contain information in relation to the new class. Such publication will be made within one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another class becomes effective.

The board of directors may also, under the same circumstances as provided above, decide to close down one class of shares by contribution into another collective investment undertaking governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. In addition, such merger may be decided by the board of directors if required by the interests of the shareholders of the relevant class. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. Such publication will be made within one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving contribution into another collective investment undertaking becomes effective. In case of contribution to another collective investment undertaking of the mutual fund type, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

In the event that the board of directors determines that it is required by the interests of the shareholders of the relevant class or that a change in the economic or political situation relating to the class concerned has occurred which would justify it, the reorganization of one class of shares, by means of a division into two or more classes, may be decided by the board of directors. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new classes. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganization becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge before the operation involving division into two or more classes becomes effective.

Where the board of directors does not have the authority to do so or where the board of directors determines that the decision should be put for shareholders' approval, the decision to liquidate, to merge or to reorganise a class of shares may be taken at a meeting of shareholders of the class to be liquidated, merged or reorganised instead of being taken by the directors. At such class meeting, no quorum shall be required and the decision to liquidate, merge or reorganise must be approved by shareholders holding at least a simple majority of the shares present or represented. The period of notice required to call such class meeting shall be in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The decision of the meeting will be notified and/or published by the Corporation no later than one month before the effective date of the liquidation, merger or reorganisation of the class of shares in order to enable shareholders to request redemption or switching of their shares, free of charge, before the liquidation, merger or reorganisation of the class of shares becomes effective.

Art. 30. These articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 31. All matters not governed by these articles shall be determined in accordance with the 2007 Law, the 2013 Law and the Law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, represented as stated here above, declares that the initial capital is fixed at 31,000 Euros (thirty-one thousand EUR) represented by 310 shares without par value.

The said appearing party, represented as stated here above, declares to have subscribed and entirely paid up all the 310 (three hundred and ten) shares issued and that all the shares so subscribed have been paid up in cash so that the sum of thirty-one thousand euros (31,000.- EUR) is now at the disposal of the Company, proof of such subscriptions has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,100.-.

Statements

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General Meeting of Shareholders

The above named appearing party, represented as stated above, representing the entire subscribed capital, took the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed as directors of the Company for a term expiring at the date of the first annual general meeting:

- 1) Mrs Sandrine De Vuyst, Chairperson, born in Wilrijk (B), on 25th December 1974, residing professionally in Luxembourg;
- 2) Mr Alain Cordenier, Director, born in Antwerp (B), on 11th July 1962, residing professionally in Luxembourg;
- 3) Mr Sebastien Collard, Director, born in Namur (B), on 15th January 1973, residing professionally in Luxembourg;
- 4) Mr Bernard Lhermitte, Director, born in Bastogne (B), on 14th August 1965, residing professionally in Luxembourg.

Second resolution

The following have been appointed auditor (réviseur d'entreprises agréé) for a term expiring at the date of the first annual general meeting KPMG Luxembourg, Société coopérative, a company having its registered office at 39 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 149.133.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Fourth resolution

(1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.

(2) The first annual general meeting will be held on 2016.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded only in English.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: G. PIERRARD, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40059. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015206805/691.

(150233704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Lion US Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8281 Kehlen, 51, rue d'Olm.

R.C.S. Luxembourg B 202.474.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of December,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

Delhaize US Holding, Inc., a corporation organised under the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle, 19808, United States of America, and filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4755865,

represented by Maître Maxime BERTOMEU-SAVALLE, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 14 December 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “Lion US Participations S.à r.l.”

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the commune of Kehlen.

The registered office may be transferred to any other place within the commune of Kehlen by a resolution of the Manager (s) (as defined below).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at five billion five hundred million United States dollars (USD 5,500,000,000.-) divided into one hundred thousand (100,000) shares without nominal value, all of which are fully paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share is transferred. The premium account may be used only on a resolution of the shareholder(s) whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment of the Articles of Incorporation.

Distributable reserve accounts may be set up to record contributions to the Company made by existing shareholders without issuance of shares. Such reserve shall constitute a distributable reserve and may notably be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Increase and Reduction of Capital. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 7. Shares. Each share entitles to one vote.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares in accordance with the Laws.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of Civil Rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) do not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the “Manager(s)”).

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the “Board of Managers”).

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Manager (the “Class A Manager”) or class B Manager (the “Class B Manager”).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Manager(s).

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Managers if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office or at such other place within the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

Provided that at least fifty per cent (50%) of the Managers are physically present at the meeting, one or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication initiated from the Grand Duchy of Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all the Managers present or represented at the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any Manager has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its sole Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a Manager is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Managers are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of their being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. The auditing of the Company may be entrusted to one or several statutory auditors.

One or more statutory auditors must be appointed in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders. The statutory auditor(s) need not be shareholder(s).

When so required by the Laws, the auditing of the Company must be entrusted to an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) duly licensed in Luxembourg. When an approved statutory auditor is appointed, no statutory auditor must be appointed.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. Unless otherwise provided by the Laws, they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the fourth Friday of May at 5.00 p.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), or by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting and waive the convening formalities, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder. A proxyholder may represent more than one shareholder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. Resolutions whose adoption is not subject to the quorum and the majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

For resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment of the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the board of the general meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the undersigned notary.

Thereupon Delhaize US Holding, Inc., renamed (the "Contributor"), represented as stated above, declared to subscribe to one hundred thousand (100,000) shares of the Company which will be fully paid up through the contribution in kind (the "Contribution") consisting of:

- one hundred per cent (100%) of the membership interests in Delhaize The Lion America, LLC, a company organised under the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America, and filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 0863364; and
- eighty-one point eighty-six per cent (81.86%) of the membership interests in Delhaize America, LLC, a company organised under the laws of the State of North Carolina, United States of America, with registered office at 327 Hillsborough Street, Raleigh, North Carolina 27603, United States of America, and filed with the Secretary of State of North Carolina under number 0054178.

Proof of the valuation and ownership by the Contributor of the Contribution has been given to the undersigned notary through a valuation report (the «Report») wherein the Contributor states, amongst others, that:

- «The Contributor is the sole owner of the Contribution;
- the Contribution is freely transferable and/or assignable to the Company;
- the Contribution is free of any lien, encumbrance, pre-emption right or other similar right;
- valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities (including notarial deeds) necessary to perform a valid transfer of the legal title of the Contribution to the Company;
- the value of the Contribution amounts to at least five billion five hundred million United States dollars (USD 5,500,000,000.-).»

The Report will remain attached to the present deed.

The Contribution has an aggregate value of five billion five hundred million United States dollars (USD 5,500,000,000.-), which shall be allocated as follows:

| Shareholder | Subscribed capital | Number of shares | Amount paid-in |
|--------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| Delhaize US Holding, Inc. | USD 5,500,000,000.- | 100,000 | USD 5,500,000,000.- |
| Total: | USD 5,500,000,000.- | 100,000 | USD 5,500,000,000.- |

On the basis of the above, the undersigned notary acknowledged and stated that the conditions provided for in article 183 of the law 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately six thousand five hundred euro (EUR 6,500.-).

Transitory provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2016.

*Resolutions of the general meeting of shareholders
First resolution*

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Gregory Mark AMOROSO, Chief Financial Officer, born on 22 January 1965 in Portland Maine, United States of America, residing at 708 Mt Vernon Avenue, Charlotte, NC 28203, United States of America;
- Gerald Linn EVANS, Chief Legal Officer, born on 24 November 1964 in Salisbury, NC, United States of America, residing at 626 Club House Drive, Salisbury, NC 28144, United States of America;
- Tanguy T'SERSTEVENS, Vice President Luxembourg, born on 17 August 1969 in Liège, Belgium, residing professionally at 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Julien LECLÈRE, lawyer, born on 28 June 1977 in Virton, Belgium, residing professionally at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatorzième jour du mois de décembre,
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Delhaize US Holding, Inc., une société organisée sous les lois de l'État du Delaware, États-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Comté de New Castle, 19808, États-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 4755865,

représentée par Maître Maxime BERTOMEU-SAVALLE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 14 décembre 2015; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Lion US Participations S.à r.l.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Kehlen.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Kehlen par une décision des Gérants tel que défini ci-dessous.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand- Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provi-

soires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à cinq milliards cinq cent millions de dollars des Etats-Unis (USD 5.500.000.000,-) divisé en cent mille (100.000) parts sociales sans valeur nominale, celles-ci étant entièrement libérées.

En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales. Le compte prime d'émission ne peut être utilisé que sur une résolution des associés dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts.

Les comptes prime d'émission peuvent être créés pour enregistrer les apports contribués à la Société par les associés existants sans émission de parts sociales. Les comptes prime d'émission constituent une réserve distribuable et peuvent être utilisés notamment pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter de ses associés, pour compenser les pertes nettes réalisées, pour distribution aux associés ou pour allocation des fonds à la réserve légale,

Art. 6. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 7. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques, sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales conformément aux Lois.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des Droits Civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérant de catégorie A (le «Gérant de Catégorie A») ou Gérant de catégorie B (le «Gérant de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence du ou des Gérant(s).

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérant(s) de Catégorie A ou Gérant(s) de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société le requièrent ou sur convocation d'un Gérant.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque Gérant. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au siège social ou à tout autre endroit au sein du Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Pour autant qu'au moins cinquante pour cent (50%) des Gérants soient physiquement présents à la réunion, un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les Gérants présents ou représentés lors de la réunion. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un Gérant a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son seul Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un Gérant est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. La vérification des comptes de la Société peut être confiée à un ou plusieurs commissaires.

Un ou plusieurs commissaires doivent être nommés si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés. Le(s) commissaire(s) n'a/ont pas besoin d'être associé(s).

Dans les cas prévu par les Lois, la vérification des comptes de la Société doit être confiée à un réviseur d'entreprises agréé habilité au Luxembourg. Si un réviseur d'entreprises agréé est nommé, aucun commissaire peut être nommé.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Sauf si autrement disposé par les Lois, ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le quatrième vendredi du mois de mai à 17 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée et qu'ils renoncent aux formalités de convocation, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé. Un mandataire peut représenter plus d'un associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Les résolutions dont l'adoption n'est pas soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Pour les résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Loix, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire.

Intervient alors Delhaize US Holding, Inc., prénommée (le «Contributeur»), représentée comme dit ci-avant, qui déclare vouloir souscrire à cent mille (100.000) parts sociales de la Société et payer entièrement ces parts sociales par le biais d'un apport en nature (la «Contribution») consistant en:

- cent pour cent (100%) des titres participatifs de Delhaize The Lion America, LLC, une société organisée sous les lois de l'État du Delaware, États-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Comté de New Castle, 19808, États-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 0863364; et

- quatre-vingt-un point quatre-vingt-six pour cent (81,86%) des titres participatifs de Delhaize America, LLC, une société organisée sous les lois de l'État de Caroline-du-Nord, États-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au 327 Hillsborough Street, Raleigh, Caroline-du-Nord, 27603, États-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Département du Secrétaire d'Etat de l'État de Caroline-du-Nord sous le numéro 0054178.

La preuve de la valeur et de la propriété de la Contribution a été rapportée au notaire soussigné par le biais d'un rapport d'évaluation (le «Rapport») dans lequel le Contributeur déclare, entre autres, les éléments suivants:

- «Le Contributeur est l'unique propriétaire de la Contribution;
- la Contribution est librement transmissibles à la Société;
- la Contribution est libre de tout gage, engagement, charge, droit de préemption ou autre droit similaire;
- des instructions valides ont été données aux fins d'entreprendre toutes les notifications, enregistrements, ou toutes autres formalités (y compris des actes notariés) nécessaires à l'accomplissement d'un transfert valide du titre de propriété de la Contribution à la Société;
- la valeur de la Contribution est au moins de cinq milliards cinq cents millions de dollars des Etats-Unis (USD 5.500.000.000,-).»

Le Rapport restera annexé au présent acte.

La Contribution une valeur totale de cinq milliards cinq cent millions de dollars des Etats-Unis (USD 5.500.000.000,-), laquelle sera allouée comme suit:

| Associé | Capital souscrit | Nombre de parts sociales | Montant libéré |
|-------------------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|
| Delhaize US Holding, Inc. | USD 5.500.000.000,- | 100.000 | USD 5.500.000.000,- |
| Total: | USD 5.500.000.000,- | 100.000 | USD 5.500.000.000,- |

Au vu de ce qui précède, le notaire instrumentant constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ six mille cinq cents euros (EUR 6.500.-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2016.

Assemblée générale extraordinaire Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à quatre (4) le nombre des Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Gregory Mark AMOROSO, Chief Financial Officer, né le 22 janvier 1965 à Portland Maine, États-Unis d'Amérique, demeurant au 708 Mt Vernon Avenue, Charlotte, NC 28203, États-Unis d'Amérique;
- Gerald Linn EVANS, Chief Legal Officer, né le 24 novembre 1964 à Salisbury, NC, États-Unis d'Amérique, demeurant au 626 Club House Drive, Salisbury, NC 28144, États-Unis d'Amérique;

- Tanguy T'SERSTEVENS, Vice Président Luxembourg, né le 17 août 1969 à Liège, Belgique, demeurant professionnellement au 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Julien LECLÈRE, avocat, né le 28 juin 1977 à Virton, Belgique, demeurant professionnellement au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Bertomeu-Savalle, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 16 décembre 2015. GAC/2015/11146. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 21 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208127/634.

(150233832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Lion US Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8281 Kehlen, 51, rue d'Olm.

R.C.S. Luxembourg B 202.417.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of December,
before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

Delhaize US Holding, Inc., a corporation organised under the laws of the State of Delaware, United States of America, with registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, City of Wilmington, County of New Castle, 19808, United States of America, and filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4755865,

represented by Maître Maxime BERTOMEU-SAVALLE, lawyer, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 14 December 2015; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Lion US Holdings S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the commune of Kehlen.

The registered office may be transferred to any other place within the commune of Kehlen by a resolution of the Manager (s) (as defined below).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at eight hundred twenty-five million United States dollars (USD 825,000,000.-) divided into one hundred thousand (100,000) shares without nominal value, all of which are fully paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share is transferred. The premium account may be used only on a resolution of the shareholder(s) whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment of the Articles of Incorporation.

Distributable reserve accounts may be set up to record contributions to the Company made by existing shareholders without issuance of shares. Such reserve shall constitute a distributable reserve and may notably be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Increase and Reduction of Capital. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 7. Shares. Each share entitles to one vote.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares in accordance with the Laws.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of Civil Rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) do not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Manager (the "Class A Manager") or class B Manager (the "Class B Manager").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Manager(s).

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Managers if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any Manager.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office or at such other place within the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Manager(s) or Class B Manager(s), such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

Provided that at least fifty per cent (50%) of the Managers are physically present at the meeting, one or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication initiated from the Grand Duchy of Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all the Managers present or represented at the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any Manager has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its sole Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that a Manager is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise

engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Managers are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of their being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. The auditing of the Company may be entrusted to one or several statutory auditors.

One or more statutory auditors must be appointed in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders. The statutory auditor(s) need not be shareholder(s).

When so required by the Laws, the auditing of the Company must be entrusted to an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) duly licensed in Luxembourg. When an approved statutory auditor is appointed, no statutory auditor must be appointed.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. Unless otherwise provided by the Laws, they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the fourth Friday of May at 4.00 p.m..

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), or by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting and waive the convening formalities, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder. A proxyholder may represent more than one shareholder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. Resolutions whose adoption is not subject to the quorum and the majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

For resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment of the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the board of the general meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the undersigned notary.

Thereupon Delhaize US Holding, Inc., prenamed (the “Contributor”), represented as stated above, declared to subscribe to one hundred thousand (100,000) shares of the Company which will be fully paid up through the contribution in kind (the “Contribution”) consisting of fifteen thousand (15,000) shares in Lion US Participations S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of five billion five hundred million United States dollars (USD 5,500,000,000.-), with registered office at 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L- 8281 Kehlen, Grand Duchy of Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

Proof of the valuation and ownership by the Contributor of the Contribution has been given to the undersigned notary through a valuation report (the «Report») wherein the Contributor states, amongst others, that:

- «The Contributor is the sole owner of the Contribution;
- the Contribution is freely transferable and/or assignable to the Company;
- the Contribution is free of any lien, encumbrance, pre-emption right or other similar right;
- valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities (including notarial deeds) necessary to perform a valid transfer of the legal title of the Contribution to the Company;
- the value of the Contribution amounts to at least eight hundred twenty-five million United States dollars (USD 825,000,000.-).»

The Report will remain attached to the present deed.

The Contribution has an aggregate value of eight hundred twenty-five million United States dollars (USD 825,000,000.-), which shall be allocated as follows:

| Shareholder | Subscribed capital | Number of shares | Amount paid-in |
|--------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| Delhaize US Holding, Inc. | USD 825,000,000.- | 100,000 | USD 825,000,000.- |
| Total: | USD 825,000,000.- | 100,000 | USD 825,000,000.- |

On the basis of the above, the undersigned notary acknowledged and stated that the conditions provided for in article 183 of the law 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately six thousand five hundred euro (EUR 6,500.-).

Transitory provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2016.

Resolutions of the general meeting of shareholders

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at four (4) the number of Managers and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- Gregory Mark AMOROSO, Chief Financial Officer, born on 22 January 1965 in Portland Maine, United States of America, residing at 708 Mt Vernon Avenue, Charlotte, NC 28203, United States of America;
- Gerald Linn EVANS, Chief Legal Officer, born on 24 November 1964 in Salisbury, NC, United States of America, residing at 626 Club House Drive, Salisbury, NC 28144, United States of America;
- Tanguy T'SERSTEVENS, Vice President Luxembourg, born on 17 August 1969 in Liège, Belgium, residing professionally at 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Julien LECLÈRE, lawyer, born on 28 June 1977 in Virton, Belgium, residing professionally at 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatorzième jour du mois de décembre,
par devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Delhaize US Holding, Inc., une société organisée sous les lois de l'État du Delaware, États-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé au 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Comté de New Castle, 19808, États-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 4755865,

représentée par Maître Maxime BERTOMEU-SAVALLE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 14 décembre 2015; laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Lion US Holdings S.à r.l.»

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Kehlen.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Kehlen par une décision des Gérants tel que défini ci-dessous.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand- Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à huit cent vingt-cinq millions de dollars des Etats-Unis (USD 825.000.000,-) divisé en cent mille (100.000) parts sociales sans valeur nominale, celles-ci étant entièrement libérées.

En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales. Le compte prime d'émission ne peut être utilisé que sur une résolution des associés dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts.

Les comptes prime d'émission peuvent être créés pour enregistrer les apports contribués à la Société par les associés existants sans émission de parts sociales. Les comptes prime d'émission constituent une réserve distribuable et peuvent être utilisés notamment pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter de ses associés, pour compenser les pertes nettes réalisées, pour distribution aux associés ou pour allocation des fonds à la réserve légale,

Art. 6. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 7. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques, sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales conformément aux Lois.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des Droits Civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérant de catégorie A (le «Gérant de Catégorie A») ou Gérant de catégorie B (le «Gérant de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence du ou des Gérant(s).

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérant(s) de Catégorie A ou Gérant(s) de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société le requièrent ou sur convocation d'un Gérant.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement

consigné de chaque Gérant. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au siège social ou à tout autre endroit au sein du Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs Gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Pour autant qu'au moins cinquante pour cent (50%) des Gérants soient physiquement présents à la réunion, un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire initié depuis le Grand-Duché de Luxembourg permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les Gérants présents ou représentés lors de la réunion. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un Gérant a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son seul Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un Gérant est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. La vérification des comptes de la Société peut être confiée à un ou plusieurs commissaires.

Un ou plusieurs commissaires doivent être nommés si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés. Le(s) commissaire(s) n'a/ont pas besoin d'être associé(s).

Dans les cas prévu par les Lois, la vérification des comptes de la Société doit être confiée à un réviseur d'entreprises agréé habilité au Luxembourg. Si un réviseur d'entreprises agréé est nommé, aucun commissaire ne peut être nommé.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Sauf si autrement disposé par les Lois, ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le quatrième vendredi du mois de mai à 16.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée et qu'ils renoncent aux formalités de convocation, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé. Un mandataire peut représenter plus d'un associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Les résolutions dont l'adoption n'est pas soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Pour les résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les membres du bureau de l'assemblée générale et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire.

Intervient alors Delhaize US Holding, Inc., prénommée (le «Contributeur»), représentée comme dit ci-avant, qui déclare vouloir souscrire à cent mille (100.000) parts sociales dans la Société et payer entièrement ces parts sociales par le biais d'un apport en nature (la «Contribution») consistant en quinze mille (15.000) parts sociales dans Lion US Participations S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de cinq milliards cinq cent millions de dollars des Etats-Unis (USD 5.500.000.000,-), avec siège social au 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand-Duché de Luxembourg, et en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La preuve de la valeur et de la propriété de la Contribution a été rapportée au notaire soussigné par le biais d'un rapport d'évaluation (le «Rapport») dans lequel le Contributeur déclare, entre autres, les éléments suivants:

- «Le Contributeur est l'unique propriétaire de la Contribution;
- la Contribution est librement transmissibles à la Société;
- la Contribution est libre de tout gage, engagement, charge, droit de préemption ou autre droit similaire;
- des instructions valides ont été données aux fins d'entreprendre toutes les notifications, enregistrements, ou toutes autres formalités (y compris des actes notariés) nécessaires à l'accomplissement d'un transfert valide du titre de propriété de la Contribution à la Société;

- la valeur de la Contribution est au moins de huit cent vingt-cinq millions de dollars des Etats-Unis (USD 825.000.000,-).»

Le Rapport restera annexé au présent acte.

La Contribution une valeur totale de huit cent vingt-cinq millions de dollars des Etats-Unis (USD 825.000.000,-), laquelle sera allouée comme suit:

| Associé | Capital souscrit | Nombre de parts sociales | Montant libéré |
|--------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|
| Delhaize US Holding, Inc. | USD 825.000.000,- | 100.000 | USD 825.000.000,- |
| Total: | USD 825.000.000,- | 100.000 | USD 825.000.000,- |

Au vu de ce qui précède, le notaire instrumentant constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ six mille cinq cents euros (EUR 6.500.-).

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2016.

Assemblée générale extraordinaire

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à quatre (4) le nombre des Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes pour une période indéterminée:

- Gregory Mark AMOROSO, Chief Financial Officer, né le 22 janvier 1965 à Portland Maine, États-Unis d'Amérique, demeurant au 708 Mt Vernon Avenue, Charlotte, NC 28203, États-Unis d'Amérique;

- Gerald Linn EVANS, Chief Legal Officer, né le 24 novembre 1964 à Salisbury, NC, États-Unis d'Amérique, demeurant au 626 Club House Drive, Salisbury, NC 28144, États-Unis d'Amérique;

- Tanguy T'SERSTEVENS, Vice President Luxembourg, né le 17 août 1969 à Liège, Belgique, demeurant professionnellement au 51, rue d'Olm, Zone Industrielle, L-8281 Kehlen, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Julien LECLÈRE, avocat, né le 28 juin 1977 à Virton, Belgique, demeurant professionnellement au 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande de la comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Bertomeu-Savalle, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 16 décembre 2015. GAC/2015/11145. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 21 décembre 2015.

Référence de publication: 2015206905/626.

(150232277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2015.

ARC Global II DB Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 193.643.

2 boulevard Konrad Adenauer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 96.624.

—
In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of December.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies (RCSL) under number B 196 379;

Represented by Mrs Marie CASANOVA, jurist, professionally residing in Howald, by virtue of a proxy given on December 7th 2015;

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the undersigned notary to state that:

I. Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à r.l. is the sole shareholder of Arc Global II DB Lux S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A Boulevard du Prince Henri, L-1724, registered with RCSL under number B 193.643 (hereinafter the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated December 22nd 2014 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on February 18th 2015, number 439, page 2104. Since its incorporation, the articles of incorporation of the Company have not been amended.

II. Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à r.l., is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder).

III. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Decision to approve the merger, whereby the Company, as absorbed company, shall merge into 2 Boulevard Konrad Adenauer S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9A Boulevard du Prince Henri, L-1724, registered with the RCSL under number B 96.624, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).- (the Absorbing Company), by way of absorption by the Absorbing Company of the Company and without liquidation of the Company (the Merger), as contemplated by the joint merger proposal, dated October 30th 2015, published in the Mémorial on November 9th 2015, number 3053, page 146515 (the Merger Proposal), and as deposited, together with the applicable documents, at the registered offices of the Company and the Absorbing Company.

2. Decision to acknowledge the waivers taken by the sole shareholder of the Company, to (i) waive the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended (the Law), (ii) have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law.

3. Decision to transfer all assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company by operation of law.

4. Discharge of the managers and auditors of the Company for the proper performance of their activities until the date of the general meeting.

5. Determination of the place where the books and records of the Company will be kept for the duration prescribed by law.

6. Effectiveness of the Merger as well as any other items on the agenda.

The undersigned notary confirms that the provisions of the Law relating to the mergers have been respected as follows:

1. The Merger Proposal, jointly drawn up by the board of managers of the Company and of the Absorbing Company on October 30th 2015, has been filed with the RCSL and published in the Mémorial on November 9th 2015, number 3053,

page 146515, i.e. at least one month before the date hereof and the date of the resolutions taken by the sole shareholder of the Absorbing Company in connection with the Merger.

2. On October 30th 2015 the sole shareholder of the Company has waived (i) in accordance with Article 266 (5) of the Law, to the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the Law, (ii) in accordance with Article 265 (3) of the Law, to have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law, to draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal.

3. The Merger Proposal, together with the respective documents required pursuant to Article 267 of the Law have been deposited at the registered offices of the Absorbing Company and of the Company, for inspection by the shareholders, at least one month prior to the date hereof and the date of the attestation issued by the board of managers of the Absorbing Company certifying as to the availability of these documents, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to present deed to be filed with the registration authorities.

IV. Thereupon, the following resolutions are taken:

First resolution

The general meeting, after having reviewed the Merger Proposal, decides to approve the Merger, as contemplated by the Merger Proposal, and the Merger Proposal, as deposited together with the applicable documents at the registered offices of the Company and the Absorbing Company.

Second resolution

The general meeting acknowledges the waivers taken by the sole shareholder of the Company to (i) waive the requirement to have the Merger Proposal examined by one or several independent expert(s) and to have a report established by such independent expert(s) on the Merger Proposal in accordance with Article 266 (1) of the Law, (ii) have a detailed written report established by the boards of managers of the Company in accordance with Article 265 (1) of the Law and to receive an information on any material change in the assets and liabilities in accordance with Article 265 (2) of the Law and (iii) draw up an accounting statement as at a date which must be not earlier than the first day of the third month preceding the Merger Proposal in accordance with article 267 (1) paragraph 2 of the Law.

Third resolution

The general meeting decides, subject to the approval of the Merger as contemplated by the Merger Proposal, by the extraordinary general meeting of shareholders of the Absorbing Company, to transfer all assets and liabilities of the Company to the Absorbing Company.

The general meeting further decides, subject to the approval of the Merger, as contemplated by the Merger Proposal, by the extraordinary general meeting of shareholders of the Absorbing Company, that the Company shall be dissolved without liquidation, and all assets and liabilities of the Company being transferred to the Absorbing Company on the date, on which the Merger will be effective.

Fourth resolution

The general meeting resolves to discharge the managers and auditors of the Company for the proper performance of their activities until the date of this general meeting.

Fifth resolution

The general meeting decides that books and records of the Company will be kept for the duration prescribed by law at the registered office of the Absorbing Company.

Sixth resolution

The general meeting decides that the Merger and all other matters referred to in the foregoing resolutions shall be effective between the merging companies as from the approval of the Merger Proposal and of the Merger by the extraordinary general meeting of shareholders of the Company and the Absorbing Company and vis-à-vis third parties upon the publication of this notarial deed in the Mémorial.

The general meeting further acknowledges and decides that, from an accounting and fiscal point of view, the operations of the Company shall be considered as accomplished for the account of the Absorbing Company as from May 18th 2015. All recorded assets and liabilities of the Company and the Absorbing Company shall be carried forward at their historical book values, and the income of the Absorbing Company shall include the income of the Company as of May 18th 2015.

Declaration

In accordance with Article 271 (2) of the Law, the undersigned notary declares having verified and certifies the existence and validity, under Luxembourg law, of the legal acts and formalities imposed on the Company in order to render the Merger effective.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, resulting from the present deed, to be done by the Absorbing Company, are estimated approximately at one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

Nothing being in the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above-named persons, this deed is worded in English followed by French translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the English text and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed. This deed having been read to the appearing persons, know to the undersigned notary by their name, surname, occupation, and residence, said persons signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille quinze, le dixième jour du mois de décembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg)

ONT COMPARU:

Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (RCSL) sous le numéro B 196 379;

Représenté par Mme Marie CASANOVA, juriste, résidant professionnellement à Howald, en vertu d'une procuration donnée en date du 7 décembre 2015, Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentaire demeurera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter que:

V. Arc Global (Luxembourg) Holdings II S.à r.l., est l'associé unique de ARC Global II DB Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (RCSL) sous le numéro B 193.643 (ci-après la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) en date du 18 février 2015, numéro 439, page 2104. Depuis sa constitution, les statuts de la Société n'ont pas été modifiés.

VI. L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Décision d'approuver la fusion, par laquelle la Société, agissant en tant que société absorbée, fusionnera avec 2 Boulevard Konrad Adenauer S.à r.l., une société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, enregistrée auprès du RCSL, sous le numéro B 96.624, ayant un capital social de douze mille cinq cent Euro (EUR 12,500) (la Société Absorbante), par voie d'absorption par la Société Absorbante de la Société et sans liquidation de la Société (la Fusion), telle que mentionnée par le projet commun de fusion en date du 30 octobre 2015, publié au Mémorial le 9 novembre 2015, sous le numéro 3053, page 146515 (le Projet de Fusion), et tel que déposé, ensemble avec les documents y relatifs, aux sièges sociaux respectifs de la Société et de la Société Absorbante.

2. Décision de constater les renonciations prises par l'associé unique de la Société, (i) de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs expert(s) indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendants quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), (ii) d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gestion de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi, et (iii) de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion conformément à l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi.

3. Décision de transférer tout l'actif et le passif de la Société à la Société Absorbante de plein droit.

4. Décharge des membres du conseil de gérance de la Société pour la bonne exécution de leurs activités jusqu'à la date de la présente assemblée générale.

5. Détermination du lieu où seront conservés tous les documents sociaux de la Société pour la durée prescrite par la loi.

6. Date d'effet de la Fusion ainsi que d'autres éléments présents à l'ordre du jour.

Le notaire soussigné confirme que les dispositions de la Loi relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

1. Le Projet de Fusion, tel qu'établi conjointement par les conseils de gérance de la Société et de la Société Absorbante le 30 octobre 2015, a été enregistré auprès du RCSL et publié au Mémorial le 9 novembre 2015, sous le numéro 3053, page

146515, c'est-à-dire au moins un mois avant la date qu'en tête des présentes et la date de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société Absorbante en relation avec la Fusion.

2. Le 30 octobre 2015 l'associé unique de la Société a renoncé (i) conformément à l'Article 266 (5) de la Loi, à l'exigence de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs experts indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendant(s) quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la Loi, (ii) conformément à l'Article 265 (3) de la Loi, à l'exigence d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gestion de la Société et de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi et (iii) conformément à l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi, à l'exigence de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion.

3. Le projet de Fusion, ensemble avec les documents y relatifs requis par l'Article 267 de la Loi ont été déposés aux sièges sociaux respectifs de la Société Absorbante et de la Société, afin d'être inspectés par les associés, au moins un mois avant la date qu'en tête des présentes et la date de de l'attestation délivrée par le conseil de gérance de la Société Absorbante certifiant la disponibilité de ces documents, après avoir été signés ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, resteront annexés au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

VII. Ces faits exposés, les résolutions suivantes sont prises:

Première résolution

L'assemblée générale, après avoir revu le Projet de Fusion, décide d'approuver la Fusion telle que prévue dans le Projet de Fusion, et le Projet de Fusion, tel que déposé, ensemble avec les documents y relatifs, aux sièges sociaux respectifs de la Société et de la Société Absorbante.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate les renonciations prises par l'associé unique de la Société (i) de procéder à l'examen du Projet de Fusion par un ou plusieurs expert(s) indépendants et d'obtenir un rapport établi par ce/ces expert(s) indépendants quant au Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 266 (1) de la Loi, (ii) d'obtenir un rapport écrit détaillé, établi par les conseils de gérance de la Société conformément aux dispositions de l'Article 265 (1) de la Loi et à recevoir toute information concernant tout changement important de l'actif et du passif conformément à l'Article 265 (2) de la Loi et (iii) de dresser un état comptable à une date qui ne doit pas être antérieure au premier jour du troisième mois précédent le Projet de Fusion conformément aux dispositions de l'Article 267 (1) paragraphe 2 de la Loi.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide, sous réserve de l'approbation de la Fusion comme mentionnée dans le Projet de Fusion, par une assemblée générale des associés de la Société Absorbante, de transférer tout l'actif et le passif de la Société à la Société Absorbante.

L'assemblée générale décide également, sous réserve de l'approbation de la Fusion comme mentionnée dans le Projet de Fusion, par une assemblée générale des associés de la Société Absorbante, que la Société sera dissoute sans liquidation et tout l'actif et le passif de la Société seront transférés à la Société Absorbante à la date à laquelle la Fusion sera effective.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de donner décharge aux membres du conseil de gérance de la Société pour la bonne exécution de leurs activités jusqu'à la date de la présente assemblée générale.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide que tous les documents sociaux de la Société seront conservés pour la durée prescrite par la loi au siège social de la Société Absorbante.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide que la Fusion et toutes les questions visées dans les résolutions qui précèdent prendront effet entre les sociétés fusionnantes à partir de la date d'approbation du Projet de Fusion et de la Fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société et de la Société Absorbante et vis-à-vis des tiers, au jour de la publication de l'acte notarié dans le Mémorial.

L'assemblée générale constate et décide que, d'un point de vue fiscal et comptable, les opérations de la Société seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante au 18 mai 2015. Tous les actifs et les passifs comptabilisés de la Société et de la Société Absorbante seront reportés à leur valeur comptable historique, et les revenus de la Société Absorbante incluront les revenus de la Société au 18 mai 2015.

Déclaration

Conformément à l'Article 271 (2) de la Loi, le notaire soussigné déclare avoir vérifié et certifié l'existence et la validité, en vertu des lois luxembourgeoises, des actes légaux et des formalités imposées à la Société de façon à rendre la Fusion effective.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, résultant du présent acte, qui incombent à la Société Absorbante sont estimés à approximativement mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire, soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. Et après lecture faite à la partie comparante, connue par le notaire soussigné par son nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ladite partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CASANOVA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 11 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21301. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 décembre 2015.

Référence de publication: 2015208749/232.

(150234915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Cross Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5425 Gostingen, 14, Burgaass.

R.C.S. Luxembourg B 82.440.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le gérant

Référence de publication: 2015176603/10.

(150196173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

D4S Designer 4 Sport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9740 Boevange, maison 46B.

R.C.S. Luxembourg B 163.669.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015176647/10.

(150195871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

CFL Multimodal s.a., Société Anonyme.

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle «Riedgen».

R.C.S. Luxembourg B 88.577.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2015

«L'Assemblée choisit pour l'exercice 2015 le Réviseur d'entreprises qui sera désigné par l'Assemblée Générale Ordinaire des CFL pour la révision des comptes du groupe.»

L'Assemblée Générale Ordinaire des CFL s'est tenue le 15 juin 2015 et l'Assemblée a désigné comme réviseur d'entreprises la société DELOITTE AUDIT S.à R.L. Le mandat du réviseur d'entreprises prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Les déclarants

Référence de publication: 2015176577/15.

(150195810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Erlo Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4025 Esch-sur-Alzette, 52, rue de Belvaux.
R.C.S. Luxembourg B 150.712.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015178306/9.
(150197985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Euro Directory, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 48.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015178309/9.
(150198405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Desprez Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 187.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015178243/9.
(150198210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

L&C LuxHoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 119.835.

Les comptes annuels au 31/03/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015176840/9.
(150196042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Klein-Angelsberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 47, rue des Genêts.
R.C.S. Luxembourg B 55.875.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015176834/9.
(150196124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Meralis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 191.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015176910/9.
(150196519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.
